



Premier ministre

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 27 février 2020

**Déclaration de M. Édouard PHILIPPE, Premier ministre
à l'issue de la réunion
avec les présidents des Assemblées, les présidents des groupes parlementaires, les chefs
de partis et les présidents des associations d'élus sur le Covid-19**

Hôtel de Matignon

Jeudi 27 février 2020

Seul le prononcé fait foi

Avec Olivier Veran, le ministre des Solidarités et de la Santé, nous avons souhaité rencontrer les présidents des Assemblées, les présidents des groupes parlementaires, les chefs de parti et les présidents des grandes associations d'élus pour partager, avec eux, l'ensemble des informations dont nous disposons sur les risques d'épidémie de coronavirus.

Je dis bien l'ensemble des informations car, depuis les premières alertes venant de Chine sur ce sujet, le gouvernement est engagé à une transparence totale. On dit les choses, telles qu'elles sont, telles que nous les connaissons, telles que nous les anticipons. Cette transparence passe notamment par une information régulière, factuelle, à destination des Français. C'était l'objet de la réunion de ce matin qui s'est, je veux le souligner, déroulé dans un parfait esprit républicain.

J'ai demandé à la ministre du Travail et au ministre des solidarités de la santé de tenir une réunion similaire avec les organisations patronales et syndicales, pour la meilleure information possible du monde du travail et de l'entreprise. Elle se tiendra demain matin.

Il y a évidemment, nous le percevons bien, et les élus s'en sont fait l'écho, une inquiétude en France. Nous voulons répondre à cette inquiétude, en utilisant la seule méthode qui vaille face au risque : la mobilisation, le calme et la raison.

Aujourd'hui, il y a lieu ni d'avoir peur, ni d'être négligent.

Depuis le début des événements, deux principes guident notre action:

Le premier, c'est de faire confiance en la médecine et en la science, et de leur donner les moyens.

La France dispose des meilleurs médecins du monde, d'un personnel soignant compétent et dévoué, d'une organisation sanitaire qui fait la fierté de notre pays, avec un dispositif de veille et d'alerte efficace. Ce système a prouvé encore une fois ces jours passés son efficacité. Nous suivons rigoureusement les recommandations des centres de recherches et d'expertise internationaux, dont l'Organisation mondiale de la santé et le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies.

C'est avec les médecins que nous avons défini une stratégie, une stratégie qui s'adapte selon les trois stades qu'on peut anticiper pour ce genre de risque.

Le stade 1, c'est celui dans lequel nous sommes encore. Le virus n'est pas en circulation générale dans la population, comme c'est le cas pendant une épidémie de grippe par exemple. Nous mettons tout en œuvre pour le bloquer, pour traiter très vite les cas isolés, qui sont majoritairement des cas en provenance des zones touchées dans le monde. C'est ce que nous avons fait il y a quelques semaines aux Contamines-Montjoie, avec succès, en prenant des mesures d'isolement, de confinement, d'hospitalisation, et en l'occurrence des mesures parfois fermes.

Le stade 2, nous y serons si nous voyons apparaître, en plusieurs points du territoire national, des « grappes » de cas, les spécialistes appellent cela des clusters. C'est ce qui se passe aujourd'hui dans certaines zones d'Italie du Nord. En ce cas, il faut isoler ces clusters et prendre des décisions fortes pour éviter ou retarder la propagation.

Le stade 3 correspond à l'épidémie proprement dite, lorsque le virus circule largement dans la population.

Je veux rassurer les Français : le passage d'un stade à l'autre ne doit pas les inquiéter, et le Président l'a dit : l'épidémie, et donc le stade 3, est probable. Ce que je veux expliquer, c'est que chaque stade appelle des réponses différentes et adaptées, que nous les avons définies, avec les meilleurs spécialistes, et que nous les mettons en œuvre de façon déterminée.

La meilleure protection des Français, c'est l'anticipation.

A l'heure où je vous parle, nous sommes encore au stade 1.

Il y a des cas, à Creil, que nous sommes en train d'explorer en mobilisant tous les services de l'Etat.

Aujourd'hui, la meilleure façon de se protéger ce n'est certainement pas de se précipiter en pharmacie pour acheter des masques. C'est même assez fortement déconseillé. Comme d'ailleurs pour les pénuries d'essence, c'est ce genre de comportements qui risque de créer une pénurie de masques, alors même que des populations pourront elles en avoir le besoin.

Aujourd'hui, la meilleure façon de se protéger, c'est d'adopter les gestes simples recommandés par nos médecins pour lutter contre la propagation du virus. Ce virus n'est pas un virus de la grippe, mais on peut s'en protéger exactement de la même façon:

- En se lavant les mains aussi souvent que possible, une fois par heure
- En toussant dans son coude
- En utilisant des mouchoirs à usage unique.

J'ai bien conscience que ces conseils, qu'a rappelé le ministre des Solidarités et de la Santé hier dans son point quotidien, peuvent apparaître très simples. La réalité, c'est que ce sont eux les moyens les plus efficaces de lutter contre la propagation de ce virus.

Si des décisions plus lourdes pour le quotidien de nos compatriotes, devaient être prises, le gouvernement, sous l'autorité du président de la République, n'aurait pas la main qui tremble.

D'ores et déjà :

- Nous avons désigné 108 hôpitaux qui se tiennent prêts à recevoir des malades. Tous les territoires sont couverts, en ville comme à la campagne, en métropole et outre-mer.
- Nous avons commandé 200 millions de masques supplémentaires, qui viennent s'ajouter aux réserves déjà constituées et évidemment mobilisables
- Nous avons augmenté les capacités de diagnostic, de façon à pouvoir produire le nombre de test suffisants pour faire face, le cas échéant, au développement de l'épidémie.
- Nous dégageons aussi des moyens sur la recherche, en lien avec nos grands partenaires, pour mettre tout en œuvre afin de trouver un traitement, et à terme, un vaccin.

La deuxième règle qui guide notre action, c'est d'avoir une organisation robuste, qui permette à la fois de planifier nos actions et d'être réactif, c'est-à-dire de s'adapter face à une situation qui évolue chaque jour, et parfois chaque heure.

J'ai confié le pilotage opérationnel de notre organisation et de notre communication au ministère des solidarités et de la santé, via le directeur général de la santé, avec l'appui du secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) qui mobilise le réseau des hauts fonctionnaires de défense et de sécurité des différents ministères.

Je voudrais rendre hommage à tous ceux qui se mobilisent pour faire face à cet événement : personnels de santé, agents publics et associatifs et élus locaux. Leur dire que leur santé est notre première préoccupation.

J'ai rappelé ce matin que sur ce sujet, le calme, la mesure et le bon sens sont des vertus que nous avons intérêt à cultiver de façon collective. Beaucoup de rumeurs circulent. Beaucoup d'idées simples, mais en réalité simplistes et inefficaces sont émises.

Il nous appartient ensemble, gouvernement, élus nationaux et locaux, médias, experts de santé publique, d'accompagner nos concitoyens pour assurer leur information et leur protection, de répondre à toutes les questions, sans jamais jouer sur les peurs.

Pour toutes vos questions, chaque jour à 19h, le ministre de la santé, avec le directeur général de la santé, tient un point de presse. Toutes les informations, toutes les recommandations, sont sur le site internet du Gouvernement. J'encourage tous nos concitoyens à écouter ceux qui sont formés, pendant de longues années, sélectionnés et qui consacrent leur vie professionnelle à s'occuper de la santé des Français.

Ce soir à 19h, le ministre tiendra son point presse quotidien et il aura l'occasion de répondre à toutes les questions qui se posent. Merci beaucoup.